

# COMPTE-RENDU DE LA SESSION "EUROPE SOCIALE ET DE LA SANTÉ" DU 20 MAI 2022

GIULIO TROMBIN, PROMOTION 2021-2022 DE L'ACADÉMIE NOTRE EUROPE



## SESSION 8 : L'EUROPE SOCIALE ET DE LA SANTÉ

»» 20 MAI

Visite de :

Avec les interventions de :

**Europa Expérience**  
Europa Experience



**Isabelle Marchais**  
Chercheuse associée santé  
à l'Institut Jacques Delors



**Sofia Fernandes**  
Chercheuse senior en  
affaires sociales  
Directrice de l'Académie  
Notre Europe



**Klervi Kerneis**  
Chercheuse associée  
affaires sociales et égalité  
femmes-hommes à  
l'Institut Jacques Delors



**Ana Carla Pereira**  
Expert de cabinet,  
conseillère emploi et  
politique sociale auprès de  
Nicolas Schmit

Le vendredi 20 mai, les étudiants de l'Académie Notre Europe se sont réunis en présentiel et virtuellement pour la huitième session de leur formation, sur le thème de « L'Europe sociale et de la santé ».

### ***La réponse européenne à la pandémie, vers une Union de la santé ?***

L'Académie a accueilli **Isabelle Marchais**, ex correspondante à Bruxelles de la Société Générale de Presse et de *L'Opinion* et chercheuse associée sur les questions de santé et de démographie à l'Institut Jacques Delors.

Après un rappel sur l'intérêt croissant des Européens pour une santé commune, elle a analysé comment la pandémie a mis en lumière la fragilité des systèmes de santé nationaux et la faiblesse européenne en matière de préparation aux pandémies. Cependant, elle a aussi souligné la prise de conscience de l'urgence d'une action coordonnée avec une volonté rapide de solidarité comme démontré par l'inversion des chaînes industrielles. En parallèle, la campagne de vaccination européenne a été un succès, avec des achats conjoints de vaccins auxquels tous les citoyens européens ont eu un accès égal et aux mêmes conditions (80% des adultes européens sont aujourd'hui entièrement vaccinés). La Commission a réservé 4,2 milliards de doses, dont 500 millions

ont été données. Malgré ce bon résultat, Isabelle Marchais croit qu'il faudrait encore promouvoir une culture des vaccins et améliorer la vaccination en Afrique pour éviter la diffusion d'autres variants.

La chercheuse a aussi mentionné les ambitieux outils de santé de l'Union avec le programme *EU4Health* de 5,3 milliards d'euros, le plan de 4 milliards pour vaincre le cancer et la proposition de règlement pour un espace européen des données numériques de santé (EHDS).

### **L'Europe sociale existe-elle ?**

*"L'Europe sociale n'est ni un slogan creux, ni une illusion. C'est déjà une réalité. Certes, beaucoup reste à faire [...]"* — Jacques Delors, 1995

Dans cette deuxième intervention, le thème abordé était l'Europe sociale, et l'Académie a accueilli **Sofia Fernandes**, chercheuse senior en affaires sociales et Directrice de l'Académie Notre Europe et **Klervi Kerneis**, chercheuse associée en affaires sociales et égalité femmes-hommes à l'Institut Jacques Delors.

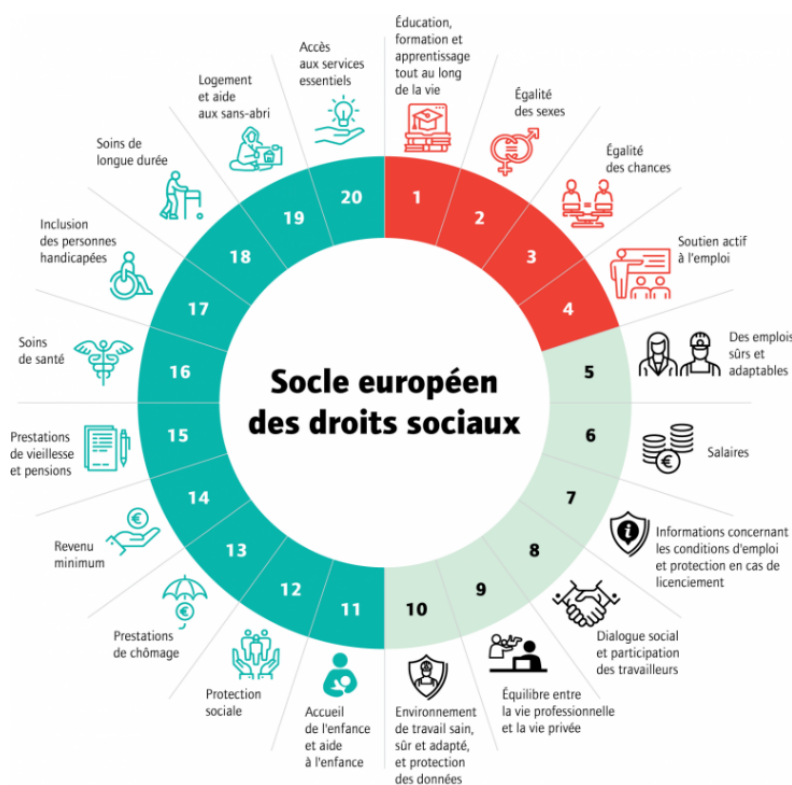
Tout d'abord, un sondage interactif auprès de la promotion nous a permis de comprendre les idées et les notions des étudiants sur le thème social. Dans leur conception de l'Europe sociale, beaucoup des étudiants ont mis en avant la solidarité, les bourses Erasmus+ et la carte européenne d'assurance maladie.

C'est ensuite Sofia Fernandes qui a parlé de l'histoire de l'Europe sociale, commencée en 1957 avec le Traité de Rome, dont l'Article 177 mentionnait "l'amélioration des conditions de vie et de travail [...] et l'harmonisation des systèmes sociaux". L'Europe sociale a ensuite progressé avec l'Acte Unique Européen, le Traité de Maastricht et le Protocole social. En effet, cette période a représenté l'âge d'or de l'Europe sociale car les leaders européens avaient compris que l'intégration économique devait être accompagnée par des politiques sociales pour éviter des résultats néfastes. Après le Traité de Lisbonne, qui a renforcé les capacités sociales de l'Union, l'attention envers les politiques sociales a largement diminué, en partie avec l'arrivée de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne et en raison de la crise financière et de la crise de la zone euro, qui avaient créé un contexte économique et politique défavorable. Néanmoins, après ce moment d'impasse, la Présidence Juncker place le social en haut de l'agenda de la Commission avec sa maxime "je voudrais que l'Europe ait le Triple A social". Elle introduit le Socle européen des droits sociaux (SEDS) et la mobilité équitable des travailleurs. Aujourd'hui, la Présidence Von der Leyen est très engagée sur le thème de la transition juste et la réponse à la crise de COVID-19.

Ensuite, Klervi Kerneis est revenue sur l'actualité de l'Europe sociale. Elle en a mentionné plusieurs principes fondamentaux, dont la méthode ouverte de coordination pour

atteindre des objectifs communs, l'échange de bonnes pratiques et la surveillance de performance et la production de recommandations par pays.

En outre, elle a parlé du soutien financier européen comme Erasmus+ (28 milliards d'euros), le Fonds d'ajustement à la mondialisation, les fonds pour une transition juste (17,4), le fond social européen (101,2), InvestEU et le soutien au chômage partiel (SURE) (100). Elle a expliqué comment les représentants des employeurs et des travailleurs pouvaient s'associer avec des partenaires sociaux européens comme *Business Europe* et la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Finalement, elle a donné une clarification sur l'influence du droit européen, qui fixe des exigences minimales et promeut des principes comme la reconnaissance mutuelle des diplômes et des qualifications ainsi que la clause de non régression qui empêche les États membres de baisser leurs standards.



Les 20 principes clés du socle européen des droits sociaux @ European Trade Union Institute, 2021

En conclusion, le débat de la matinée était véritablement fructueux et les étudiants ont aussi eu la chance de poser des questions pour mieux comprendre le thème de la session.